

SITA se décide à communiquer. Leur projet d'une plate-forme multi-filière à Pierraumont n'est que la façade d'un centre d'enfouissement de déchets en mélange, où l'on met pêle-mêle des déchets aux propriétés physico-chimiques très diverses, procédé qui augmente la charge polluante de certains d'entre eux. Les matières fermentescibles provoquent l'explosion des populations bactériennes qui s'en nourrissent. Cette activité intense modifie les conditions chimiques et favorisent certaines interactions : des polluants nouveaux font leur apparition tandis que ceux initialement présents deviennent plus mobiles, plus résistants et plus dangereux. La dégradation de certaines matières synthétiques forme du chlorure de vinyle qui agit comme un puissant solvant chloré. En s'abattant sur la décharge à ciel ouvert, l'eau de pluie s'infiltré à travers les déchets. Elle met en relation les différentes substances toxiques et favorise les relations chimiques, formant ainsi un jus de décharge appelé lixiviat. Ainsi, enfouir des déchets en mélange constitue une véritable bombe polluante à retardement dont le déclenchement peut intervenir à tout moment, sans qu'on puisse l'arrêter.

En effet, le dispositif prévu pour empêcher les lixiviats d'infiltrer les eaux souterraines consiste en une géomembrane qualifiée d'imperméable, rehaussée d'une couche de galets sensés drainer les liquides vers un point de collecte. La géomembrane est un film plastique disposé en lés soudés sur place. L'installation des couches drainantes nécessite le passage répété d'engins de chantier pesant de 10 à 15 tonnes. Une fois le revêtement installé, rien ne permet de vérifier, ni encore moins de réparer la géomembrane, qui devra subir par la suite l'agression chimique continue des solvants et acides présents dans les lixiviats. Des contraintes thermiques dues à la chaleur produite lors de la dégradation des déchets s'exercent sur la géomembrane. Des incendies sont par ailleurs fréquemment constatés sur des installations de ce type. Qu'advient-il de cette membrane en plastique en pareilles circonstances ? Ajoutons que des contraintes mécaniques s'opèrent en permanence au niveau des pentes, du fond du site, des soudures. D'après les enquêtes qui ont pu être effectuées, les géomembranes sont souvent endommagées en moyenne par 26 trous à l'hectare. Enfin, nous ne disposons d'aucun recul pour évaluer la façon dont vieillissent les membranes dans le temps. Il en résulte que, selon les informations recueillies par le CNIID, la quantité de lixiviats collectée en fond de décharge correspond à seulement 20% de la quantité de pluie reçue. Que deviennent les 80% restants ?

Contrairement à ce qu'affirme Monsieur G.Labé, chef de projet à la SITA, il est « absolument impossible » d'affirmer qu'il n'y a aucun risque d'infiltration dans la nappe phréatique située sous Pierraumont. Aucun sol, même argileux, n'est dans l'absolu totalement imperméable ! La couche d'argile présente sur le sommet de Pierraumont est, quant à elle, loin d'être « très imperméable », et présente au maximum 10 à 15 mètres d'épaisseur. Compte tenu de la profondeur des alvéoles destinées à recevoir les déchets, on ne disposera que de quelques mètres d'une argile de médiocre qualité qui laisse circuler les eaux, comme en témoignent les nombreuses sources et affleurements visibles sur les flancs du site. La nappe phréatique qui passe sous le site de Pierraumont constitue la principale ressource d'eau potable pour l'alimentation des populations d'un grand nombre de communes vosgiennes ; elle alimente également une partie de l'exploitation des eaux minérales de Vittel et de Contrexeville. Elle a donc une importance vitale pour la santé de nos concitoyens et le

développement économique de l'ouest vosgien. Cette analyse résulte des travaux effectués par deux hydrogéologues pour le compte du CRAD.

En ce qui concerne les tonnages et le trafic routier, rappelons que dans un article de la Liberté de l'Est du 6 avril 2006, Monsieur L. Bonhomme déclarait que « le centre d'enfouissement d'Escles devrait pouvoir traiter 150000 tonnes », ce qui devait correspondre à 45 semi-remorques par jour. De même, il a été relevé sur le site internet de la préfecture des Vosges en octobre 2005, sous la signature de Monsieur le Préfet d'alors : « Il restera toujours un important tonnage de déchets ultimes, environ 150000 tonnes par an, d'où la nécessité d'ouvrir au moins un nouveau centre de stockage au plus vite ». Madame Meyer parle à présent de 105000 tonnes. Que deviennent les 45000 tonnes restantes ? Cela conduit à se poser bien des questions... Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse de 150000 tonnes ou de 105000 tonnes, les risques restent les mêmes. Cette « approximation » sur un sujet grave, qui engagerait plusieurs générations de Vosgiens, renforce les membres du Collectif Rural dans leur détermination à combattre ce projet.